



## **PQN, PQR : 10 cts à 20 cts d'euros de plus au kiosque Et après ?**

Pour la Presse quotidienne nationale et régionale, l'année 2018 commence sous le signe de la hausse, non pas des salaires de ses travailleurs, mais du prix de vente des journaux. Ainsi, *Le Parisien*, *Les Échos*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Paris Normandie* et *La Provence* ont-ils récemment annoncé, presque de concert, l'augmentation de leurs tarifs, entre 10 et 20 centimes selon les titres, au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Pour justifier ces hausses tarifaires non négligeables, les dirigeants invoquent le besoin d'investir pour innover. Personne n'est dupe, et tout un chacun saura voir l'accroissement du numérique derrière ces annonces.

Si l'investissement dans le numérique est aujourd'hui inévitable – les ordinateurs, smartphones et autres tablettes occupant une place importante dans nos vies –, il doit avant tout cibler, pour être viable, les savoir-faire et les métiers qui sont au cœur de la production d'une information de qualité. Internet n'est pas aussi permissif qu'on pourrait le croire, et les lecteurs 2.0 ont autant d'exigences qualitatives que ceux du papier.

Du papier, parlons-en. Le pouvoir d'achat des citoyens est au plus bas et la diminution des points de vente dans la distribution suite aux réformes successives ne permettent plus d'accéder partout à la vente au numéro. Une situation qui menace la pluralité des idées et le débat indispensables en démocratie.

Il est temps que les éditeurs réorientent leur politique. Ils ne peuvent déclarer un jour la nécessité de maintenir l'information papier et, le lendemain, prendre des dispositions contraires. Augmenter le prix de vente des quotidiens et pas celui des abonnements numériques éclaire les intentions de ces derniers.

La baisse des ventes n'est pas inéluctable. Pour une véritable démocratie, le pluralisme et le débat d'idées, il est indispensable pour les éditeurs d'investir dans l'ensemble du secteur : le numérique, l'impression et la distribution de la Presse.

Les pouvoirs publics avec l'ensemble des acteurs de la profession ont la responsabilité qu'une presse pluraliste accessible à tous soit maintenue sur l'ensemble du territoire.

*Paris, le 5 janvier 2018*